Effets secondaires des faux vaccins : l’indépendance de la Polynésie?

écrit par Christian Navis | 11 avril 2022

Au premier tour de la présidentielle 2022, l’abstention a atteint le taux record de 76%. Suivant en cela les consignes

du Tavini (parti indépendantiste) qui préconisait le boycott d'un « truc qui ne nous concerne pas ».

Pied de nez aux zotorités, tout à fait dans l'esprit facétieux des Océaniens, en de nombreux archipels, la journée du 9 avril (vote un jour avant la métropole) fut consacrée aux élections (!) et proclamations des miss et des misters.

Voter pour des beaux mecs et des belles nanas qui chantent et qui dansent est autrement plus important que de savoir si Macronescu 2 va remplacer Macronescu 1.

Macronescu ou l'art de faire détester la France !

En juillet dernier, après la visite du führer dans nos îles, je me suis demandé si j'avais encore envie de rester français.

L'épidémie était jugulée, plus un seul mort depuis des mois, des hôpitaux vides avec un taux de vaccination (unique) de 35%. Parmi les piqués, surtout des fonctionnaires et des militaires auxquels leur hiérarchie n'avait guère laissé le choix. Et des clochards à qui on filait une « petite pièce » pour se rendre au dispensaire. Les stocks de vaccins périssaient, faute d'usage, et de froid suffisant pour les conserver.

Fou de rage, en pleine crise d'hystérie, le dictateur menaçait de briser les carrières des administratifs et des soignants s'ils n'amélioraient pas les stats de vaccination.

Dès lors, le gouverneur colonial pour sauver son poste, décidait en violation de la loi organique de 2004 de piétiner l'autonomie sanitaire, et de mettre sous tutelle la lutte contre l'épidémie qui n'existait plus, au nom de l'ordre public sur lequel il a autorité.

Et sitôt après le départ du dictateur, le nombre des covidés remonta en flèche. Comme si on avait délibérément contaminé les gens pour que le führer ne perde pas la face.

Puis pour mater les « sauvages des îles » toujours antivax, les mesures vexatoires se multiplièrent : interdiction de sortir le soir en semaine, obligation de rester enfermé chez soi le dimanche, interdiction d'aller à la plage, obligation de justifier de raisons familiales ou professionnelles pour tout déplacement, etc, etc.

La vindicte du gouverneur colonial alla jusqu'à faire condamner comme des grands criminels le président et le vice-président, élus du Territoire, au prétexte qu'ils avaient participé à un mariage de plus de 50 personnes.

Tandis qu'un médecin de 63 ans qui déconseillait les pseudo vaccins et appliquait le protocole Raoult fut roué de coups par une dizaine de tontons macoutes… Pour être ensuite condamné au tribunal comme auteur de l' agression et interdit d'exercer !

Des conflits d'intérêts aux crimes contre l'humanité

Le confinement puis les muselières étaient encore gérables. Mais la vaccination obligatoire pour tous les actifs ayant des contacts avec le public, et le refus de soigner dans les hôpitaux les novax pour n'importe quelle pathologie, ont déclenché une immense colère. Et une crise économique sans précédent,

Nombre de fonctionnaires locaux ont été brusquement atteints de dépression nerveuse. Les horaires d'ouverture de certains services publics se sont resserrés du jour au lendemain.

Et bien des commerçants, artisans et services ont fermé boutique, retrouvant le fa'a'apu des ancêtres, une autarcie matinée de troc entre agriculture vivrière, cueillette, pêche et élevage modeste de quelques poules et 2 ou 3 cochons.

Mais pour beaucoup d'employés à mi-temps, journaliers, marchands ambulants, prestataires itinérants, vendeurs commissionnés qui survivent difficilement en temps normal, la

dictature sanitaire a jeté ces précaires dans une grande misère.

Car la France qui engraisse des millions de parasites étrangers sur son sol a toujours refusé aux Polynésiens RMI-RSA, ASSEDIC, CMU-AME, CAF, et aides diverses.

Les indépendantistes peuvent dire merci à Macronescu

Aux élections territoriales de 2004, le Tavini obtenait 50,2% soit la majorité à un siège près et élisait un président indépendantiste Oscar Temaru.

Une gestion pour le moins brouillonne les avait ensuite écartés du pouvoir et en 2018, ils étaient tombés à 18%. Soit une perte de près des 2/3 des voix en 14 ans. Seuls les socialauds français ont mieux réussi leur suicide !

Corses, Bretons, Basques, Antillais, Polynésiens… Demain Savoyards, Niçois, Ch'tis vont-ils rêver de larguer les amarres ? L'État jacobin centralisateur ne peut survivre que s'il applique la même loi pour tous, et fédère en se montrant bienveillant.

Avec un reître psychopathe et des voyous aux commandes, servis par des nervis pour faire la guerre à ceux qui ne sont pas d'accord avec le dictateur, l'adhésion à la communauté nationale est rejetée en réponse à la rupture du contrat social.

Pourquoi accepter que d'autres décident à notre place quand les passe-droits fleurissent pour les crapules de la caste politico-médiatique et quand des enclaves étrangères hostiles imposent leurs lois médiévales, leurs vêtures, leur nourriture et leurs structures sociétales qui n'ont jamais été les nôtres ?

Vers un statut nouveau en Polynésie ?

En 2017, Marine avait proposé de consulter les habitants par

référendum sur un projet d'état associé. Depuis elle n'en a plus parlé. Sujet trop polémique ?

L'État associé ou statut d'autonomie renforcé, ce serait le statut actuel réellement appliqué alors qu'il ne l'est plus depuis 2017. En virant le gouverneur colonial dont on peut se passer, et en cessant de soumettre les « lois de pays » à la censure du conseil d'État ou du conseil constitutionnel, des bobos vivant à 20.000 Km de chez nous et qui n'ont aucune idée des aspirations et des besoins des habitants.

En Polynésie, l'indépendance pourrait être économiquement viable !

Des solutions existent : paradis numérique, paradis multimédia et paradis fiscal.

Les deux exemples les plus significatifs : Les Tokelau et les Tuvalu.

Au siècle dernier, des archipels déshérités presque aussi miséreux que le Bangla Desh. Aujourd'hui des micro-états prospères.

Tokelau : 25.000 sites web par habitant ! 99% d'habitants branchés. Des connexions fibre illimitées, entièrement gratuites. Et des ordis et tablettes offerts par le gouvernement. Qui dit mieux ?

Les Tokelau sont trois atolls perdus dans l'immensité du Grand Océan. Aux coordonnées moyennes 9° 10′ S et 171° 50′ W, ces gens ont longtemps existé à l'écart du monde. Une société maorie traditionnelle pratiquant un « inati » (communisme clanique primitif des Austronésiens)

Rattaché administrativement à la Nouvelle Zélande, avec le statut d'état associé du Commonwealth, l'archipel a son propre parlement et ses 3 taupulega (conseils des sages) un par île, en guise de gouvernement. Comme les atolls n'ont pas de

desserte aérienne on palabre par Skype.

Le statut particulier de ce micro archipel lui aurait permis de siéger à l'ONU mais, en 2006, ses habitants ont décliné l'offre par referendum.

Ils sont vécu depuis environ 2500 B.P jusqu'au début du troisième millénaire, dans une harmonie avec la nature à faire baver d'envie tous les écolos flippés..

Et puis, un jeune raatira (noble) qui avait étudié à Auckland a décidé de faire franchir 2000 ans d'un coup à son peuple. Infatigable voyageur, il a pris des contacts sur tous les continents… Et obtenu des résultats inattendus.

Vingt siècles parcourus en 20 ans

Première chance pour leurs habitants, ces îles inaccessibles et à l'écart des routes maritimes, n'ont jamais connu l'invasion touristique. Sans port, ni aérodrome, ni vrais hôtels (les visiteurs doivent apporter leur matelas !) les visiteurs sont rares.

Deuxième chance pour cet archipel, ses natifs n'avaient jamais entendu parler du GIEC. Et encore moins des médias qui titraient froidement en 2009 : « Tokelau le dernier lagon avant l'apocalypse »

Ces « sauvages » ignoraient les prédictions des oiseaux de malheur qui annonçaient l'engloutissement inéluctable de leurs îles avant l'an 2020. Ne sachant pas ce qui les attendait, ils ont bâti en un temps record un modèle d'État techno presque parfait.

Internet a été pour eux la chance historique

Mais le web est un gros consommateur d'électricité. Et à la

fin du siècle dernier, des groupes électrogènes délivraient un courant parcimonieux. Quelques heures par jour. Quand l'état de la mer permettait de ravitailler en bidons de fuel.

En 2010, changement de programme : 1600 panneaux solaires sont installés sur l'atoll de Fakaofo et en 2012, le temps de mettre en place des parcs de batteries sur toutes les îles, et les câbles pour les relier entre elles, les Tokelau deviennent le premier État au monde à utiliser uniquement l'énergie solaire pour l'ensemble de ses besoins.

En 2015, on passe à 4000 panneaux répartis un peu partout avec une augmentation du nombre des batteries en conséquence, car désormais accros au progrès, ces insulaires veulent boire leur bière fraîche, utiliser leurs congélos 24/24, regarder la télévision-satellite ou web quand ça leur chante, et bien sûr disposer de connections permanentes pour leurs ordinateurs, tablettes et autres outils numériques. Le courant électrique est gratuit, pourquoi se priver ?

Le web gratuit pour tous !

En l'an 2000 il y avait en tout et pour tout 3 ordinateurs, un sur chaque atoll, et la connexion était si lente qu'on ne pouvait adjoindre des PJ aux emails. Bande passante saturée. Aujourd'hui, un nouveau câble sous-marin les relie au tuyau Pacifique en fibre optique qui va des USA à l'Australie via Hawaï et la Nouvelle Zélande.

C'est du haut débit gratuit dispatché en wifi pour tous les Tokélaouans, Quasiment 100% de connectés fin 2020 contre 40% en 2011.

Le pactole a commencé à se déverser aux Tokelau quand un entrepreneur hollandais, Joost Zuurbier, est parvenu après 5 ans de négociations à convaincre l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) de le laisser financer un équipement haut débit sur l'archipel avec des noms de domaine gratuits, rémunérés par la pub, gérés par un joint venture Dot

TK – Tokelau islands.

La gratuité était une nécessité car, vu la faiblesse des infrastructures, l'équivalent d'un abonnement mensuel à 10 dollars aux States reviendrait à 2000 dollars ici, si on appliquait une comptabilité d'amortissements d'entreprise classique.

Des noms, pas de la dénonciation

Les Tokelau sont le N° 1 mondial des noms de domaines loin devant les USA, la Russie, la Chine ou l'Eurocrature. Plus de 35 millions de domain names y sont enregistrés, chiffre en constante augmentation. Création et mises-à-jour gratuites.

Le modèle économique repose sur un petit bandeau publicitaire. Et ça fonctionne plutôt bien au profit de la société qui a créé le réseau et en assure la maintenance. Le pari était risqué mais, au vu des résultats obtenus auprès des annonceurs, le retour sur investissement s'est fait plus vite que prévu.

Les bénéfices des activités générées depuis les Tokelau ne sont pas imposables. Les charges sociales n'existent pas. Macronescu l'optimiseur fiscal qui ne doute de rien, a exigé de la Nouvelle Zélande la dénonciation des entreprises .tk faisant du business en France. Wellington l'a envoyé paître comme à Waterloo.

La réussite produit toujours des envieux

Les jeux d'argent, les pyramides de Ponzi, la drogue et la pornographie sont bannis. Mais si les noms en .tk sont enregistrés sur l'archipel, la plupart des sites auxquels ils correspondent sont implantés et gérés sur des serveurs installés à Amsterdam. Un pays beaucoup plus laxiste. Quant à la propriété intellectuelle, elle n'est pas répertoriée dans la coutume tokélaouane.

Les concurrents dépossédés de la manne les accusent d'être des nids d'arnaqueurs, de spammers, de virusseurs, de voleurs de licences et de pros du phishing. Comme s'il n'y en avait pas ailleurs.

Et les critiques de .tk se gardent bien de tempérer leur virulence en reconnaissant que **le système en vigueur ne pratique ni le flicage, ni la censure, ni la traque au délit d'opinion ou au mot de travers, au profit d'officines de basse police pour le compte de gouvernements totalitaires ou d'États répressifs à façade démocratique comme la France.**

Néanmoins, conscient du problème, Zuurbier a entrepris de chasser les escrocs, les plates-formes de crowdfunding douteuses, les ONG opaques, les sites glauques à connotation pédophile et les virtuoses du virus, du trojan et du phishing.À ce jour, près de 3% des voyous numériques ont été virés et les sites sur les serveurs hollandais de Zuurbier sont scannés régulièrement par des algorithmes ad hoc pour s'assurer qu'ils ne recèlent pas des dangers potentiels pour les utilisateurs.

Un contexte océanien favorable

La réussite fulgurante des Tokelau, entrant à marche forcée dans le 3ème millénaire, tout en préservant leur identité et leur culture, a été précédée par un autre archipel :

Les Tuvalu qui devraient être déjà englouties mais émergent toujours, rien que pour embêter le GIEC, ont cédé sous licence en 2002 les droits d'exploitation de leur extension .tv pour 50 millions de dollars à une filiale de Dot TV, qui les a revendus à Verisign le géant US de la certification on line.

En plus de ce pactole, les Tuvalu qui étaient un des pays les plus pauvres du monde empochent une redevance fixe de 4 millions de dollars par an pour l'usage de leur extension. Le

perdant tout relatif dans l'histoire a été Verisign car soumis au droit US, il a été contraint de bloquer des plateformes de streaming.

Depuis, l'extension .tv (pour Tu Valu) a intéressé diverses entreprises créant, diffusant ou promouvant des contenus « rich media » sur tous les continents. Cela va des séries télé aux jeux vidéo, des studios de trucages aux films numériques et aux réalités virtuelles ou augmentées. Avec à la marge l'imagerie médicale et le traitement iconographique des émissions des sondes qui explorent le cosmos.

L'essentiel des affiliés à .tv sont des grandes chaînes nationales et internationales, hertziennes et/ou satellites, des créatifs travaillant pour des Majors, des télés privées et des star ups sortis de l'ombre qui ambitionnent de se développer.

Comme l'enregistrement d'un site en .tv n'est pas gratuit, ils ne comptabilisent pour le moment qu'un peu plus d'un million d'affiliés. Donc il y a encore de la place. Et on ne demande pas leur K bis ou leur quitus fiscal aux sociétés offshore.

Les Français toujours en retard d'une guerre

En Polynésie, la métropole avait laissé en jachère notre réseau avec 20 ans de retard dans les performances et les prix, alors qu'elle avait investi en pure perte des milliards d'euros pour connecter l'Afrique. Après quelques procès, les Chinois modernisèrent le web polynésien et le rendirent plus accessible.

Aujourd'hui le maillage serait assez serré pour proposer .pf en extension domain name aux mêmes conditions que .tk sans intermédiaire, ou avec une concession pour l'international. On pourrait y adjoindre l'hébergement des sites. Avec les raccordements fibre ou satellite en place, les investissements structurels existent.

Il y aurait la possibilité de gagner beaucoup d'argent en diffusant notre culture et notre influence, et l'opportunité d'offrir aux Ma'ohis l'internet gratuit en prime. Mais la France est réticente. Parce qu'elle nous aime tant qu'elle craint de nous voir la quitter si on devenait trop riches ?

Christian Navis

https://climatorealist.blogspot.com/

https://ripostelaique.com/effets-secondaires-des-faux-vaccins-lindependance-de-la-polynesie.html